

Reference: C.N.279.2013.TREATIES-XXVI.8 (Depositary Notification)

ARMS TRADE TREATY
NEW YORK, 2 APRIL 2013

PROPOSAL OF CORRECTIONS TO THE ORIGINAL TEXT OF THE TREATY
(FRENCH AND SPANISH AUTHENTIC TEXTS) AND THE CERTIFIED TRUE COPIES

The Secretary-General of the United Nations, acting in his capacity as depositary, communicates the following:

The attention of the Secretary-General has been drawn to errors in the French and Spanish authentic texts of the Arms Trade Treaty adopted by the General Assembly of the United Nations in its resolution 67/234 B on 2 April 2013.

The Annex to this notification contains the proposed corrections to the French and Spanish authentic texts of the original of the Arms Trade Treaty as prepared on the basis of the adopted text. The proposed corrections also apply to the certified true copies.

In accordance with the established depositary practice, and unless there is an objection to effecting a particular correction from a Signatory or a Contracting State, the Secretary-General proposes to effect the proposed corrections in the French and Spanish authentic texts of the original of the Arms Trade Treaty. Such corrections would also apply to the certified true copies.

Any objection should be communicated to the Secretary-General within 90 days from the date of this notification, i.e., not later than 14 August 2013.

16 May 2013



C.N.279.2013.TREATIES-XXVI-8

Annex/Annexe

<i>Reference/ Référence</i>	<i>Authentic French text/ Texte authentique français</i>	<i>Proposal of corrections to the authentic French text/ Proposition de corrections du texte authentique français</i>
Préambule, paragraphe 3	<i>Rappelant l'Article 26 de la Charte des Nations Unies, aux termes duquel il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales...</i>	<i>Rappelant l'Article 26 de la Charte des Nations Unies qui vise à favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales...</i>
Préambule, paragraphe 4	<i>Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le commerce illicite ou pour un usage final non autorisé...</i>	<i>Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le marché illicite ou pour un usage final non autorisé...</i>
Préambule, paragraphe 12	<i>Reconnaissant aussi les difficultés que rencontrent les victimes de conflit armé, dont il est nécessaire d'assurer la prise en charge, la réadaptation et la réinsertion sociale et économique,</i>	<i>Reconnaissant aussi les difficultés que rencontrent les victimes de conflit armé et le besoin de prise en charge adéquate, de réadaptation et de réinsertion sociale et économique de ces victimes,</i>
Préambule, paragraphe 16	<i>Reconnaissant que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur industriel peuvent contribuer activement, de leur propre initiative, à faire connaître l'objet et le but du présent Traité et concourir à leur réalisation,</i>	<i>Reconnaissant que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur industriel peuvent contribuer activement, de leur propre initiative, à faire connaître l'objet et le but du présent Traité et concourir à sa mise en œuvre,</i>
Article 5.5	<i>Chaque État Partie prend toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de réglementer les transferts d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 et 4.</i>	<i>Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de réglementer les transferts d'armes classiques visées par l'article 2 (1) et des biens visés par les articles 3 et 4.</i>

<p>Article 6.1</p>	<p>Aucun État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies...</p>	<p>Un État Partie ne doit autoriser aucun transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou des biens visés par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies...</p>
<p>Article 6.2</p>	<p>Aucun État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations internationales, résultant des accords internationaux pertinents auxquels il est partie, en particulier celles relatives au transfert international ou au trafic illicite d'armes classiques.</p>	<p>Un État Partie ne doit autoriser aucun transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou des biens visés par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations internationales, résultant des accords internationaux pertinents auxquels il est partie, en particulier celles relatives au transfert ou au trafic illicite d'armes classiques.</p>
<p>Article 6.3</p>	<p>Aucun État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, au moment où l'autorisation est demandée, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre...</p>	<p>Un État Partie ne doit autoriser aucun transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou des biens visés par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, lors de l'autorisation, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre...</p>
<p>Article 7.1</p>	<p>Si l'exportation n'est pas interdite par l'article 6, chaque État Partie exportateur, avant d'autoriser l'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4, selon ce qui relève de sa juridiction et conformément à son régime de contrôle national...</p>	<p>Si l'exportation n'est pas interdite par l'article 6, chaque État Partie exportateur, avant d'autoriser l'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou des biens visés par les articles 3 ou 4, relevant de sa compétence et conformément à son régime de contrôle national...</p>

Article 7.6	Chaque État Partie exportateur communique les informations appropriées concernant l'autorisation en question aux États Parties importateurs et aux États Parties de transit ou de transbordement qui en font la demande...	Chaque État Partie exportateur communique les informations appropriées concernant l'autorisation en question à l'État Partie importateur et aux États Parties de transit ou de transbordement qui en font la demande...
Article 10	Chaque État Partie prend, en vertu de sa législation, les mesures nécessaires pour réglementer les activités de courtage des armes classiques visées par l'article 2 (1)...	Chaque État Partie prend, en vertu de sa législation, des mesures pour réglementer les activités de courtage des armes classiques visées par l'article 2 (1) ...
Article 17.3	La Conférence des États Parties adopte les règles budgétaires pour son fonctionnement, les règles régissant le financement de tout organe subsidiaire qu'elle peut mettre en place...	La Conférence des États Parties adopte les règles financières pour son propre fonctionnement, ainsi que pour régir le financement de tout organe subsidiaire qu'elle peut mettre en place...
Article 18.3 d)	Faciliter les travaux de la Conférence des États Parties, notamment en prenant les dispositions et en fournissant les services nécessaires aux réunions prévues par le présent Traité; et	Faciliter les travaux de la Conférence des États Parties, notamment en prenant les dispositions et en fournissant les services nécessaires aux réunions organisées en vertu du présent Traité; et
Dans l'ensemble du texte	Secrétariat	secrétariat

<i>Reference/ Réfrence</i>	<i>Authentic Spanish text/Texte authentique espagnol</i>	<i>Proposal of corrections to the authentic Spanish text/Proposition de corrections du texte authentique espagnol</i>
Preámbulo, párrafo 6	<i>Reafirmando</i> el derecho soberano de todo Estado de regular y controlar, conforme a su propio sistema jurídico o constitucional, las armas convencionales que se encuentren exclusivamente en su territorio,	<i>Reafirmando</i> el derecho soberano de todo Estado de regular y controlar, conforme a su propio sistema jurídico o constitucional, las armas convencionales que se encuentren exclusivamente dentro de su territorio,
Preámbulo, párrafo 10	<i>Reconociendo</i> las consecuencias sociales, económicas, humanitarias y de seguridad del tráfico ilícito y no regulado de armas convencionales,	<i>Reconociendo</i> las consecuencias sociales, económicas, humanitarias y de seguridad del tráfico ilícito y el comercio no regulado de armas convencionales,
Preámbulo, párrafo 12	<i>Reconociendo</i> también las dificultades a que se enfrentan las víctimas de los conflictos armados...	<i>Reconociendo</i> también los desafíos a los que se enfrentan las víctimas de los conflictos armados...
Preámbulo, párrafo 13	<i>Destacando</i> que ninguna disposición del presente Tratado impide que los Estados mantengan y aprueben medidas adicionales eficaces para promover el objeto y fin del Tratado,	<i>Destacando</i> que ninguna disposición del presente Tratado impide que los Estados mantengan y adopten medidas adicionales eficaces para promover el objeto y fin del Tratado,
<i>Artículo 4</i>	Cada Estado parte establecerá y mantendrá un sistema nacional de control para regular la exportación de piezas y componentes cuando dicha exportación permita la fabricación de las armas convencionales comprendida...	Cada Estado parte establecerá y mantendrá un sistema nacional de control para regular la exportación de partes y componentes cuando dicha exportación se haga de forma que proporcione la capacidad de ensamblar las armas convencionales comprendidas...
<i>Artículo 5.3</i>	Las definiciones nacionales de cualquiera de las categorías comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, apartados a) a g), no podrán ser más restrictivas que las descripciones utilizadas...	Las definiciones nacionales de cualquiera de las categorías comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, apartados a) a g), no abarcarán menos que las descripciones utilizadas ...
<i>Artículo 6.3</i>	...ataques dirigidos contra bienes de carácter civil o personas civiles protegidas...	...ataques dirigidos contra bienes de carácter civil o personas civiles protegidas como tales ...
<i>Artículo 7.1</i>	...de conformidad con el artículo 8, párrafo 1, si las armas convencionales o los elementos podrían: a) Contribuir a la paz y la seguridad o menoscabarlas; b) Utilizarse para:de conformidad con el artículo 8, párrafo 1, el potencial de que las armas convencionales o los elementos: a) Contribuyesen o menoscabasen la paz y la seguridad; b) Podrían utilizarse para: ...

<i>Artículo 7.3</i>	...el Estado parte exportador determina que existe un riesgo manifiesto de que se produzca alguna de las consecuencias negativas...	...el Estado parte exportador determina que existe un riesgo preponderante de que se produzca alguna de las consecuencias negativas...
<i>Artículo 8.1</i>	Cada Estado parte importador tomará medidas para suministrar , de conformidad con sus leyes nacionales, información apropiada y pertinente...	Cada Estado parte importador tomará medidas para asegurar que se suministre , de conformidad con sus leyes nacionales, información apropiada y pertinente...
<i>Artículo 9</i>	...el tránsito o transbordo bajo su jurisdicción de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, de conformidad con el derecho internacional aplicable.	...el tránsito o transbordo bajo su jurisdicción y a través de su territorio de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, de conformidad con el derecho internacional aplicable.
<i>Artículo 11.2</i>	El Estado parte exportador tratará de evitar el desvío de las transferencias de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, por medio de su sistema nacional de control establecido con arreglo al artículo 5, párrafo 2, evaluando el riesgo de que se desvíe la exportación y examinando la posibilidad de establecer medidas de mitigación, como medidas de fomento...	El Estado parte exportador tratará de evitar el desvío de las transferencias de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, por medio de su sistema nacional de control establecido con arreglo al artículo 5, párrafo 2, evaluando el riesgo de que se desvíe la exportación y examinando la posibilidad de establecer medidas de mitigación, tales como medidas de fomento...
<i>Artículo 11.4</i>	Si un Estado parte detecta el desvío de una transferencia de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, tomará las medidas necesarias , [...], y adoptar medidas de seguimiento en materia de investigación y cumplimiento .	Si un Estado parte detecta el desvío de una transferencia de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, tomará las medidas apropiadas , [...], y adoptar medidas de seguimiento en materia de investigación y aplicación de la ley .
<i>Artículo 11.5</i>	... Tal información podrá incluir datos sobre actividades ilícitas, incluida la corrupción, rutas de tráfico internacional, intermediarios ilegales, fuentes ilícitas de suministro ...	Tal información podrá incluir datos sobre actividades ilícitas, incluida la corrupción, rutas de tráfico internacional, intermediarios ilegales, fuentes de suministro ilícito ...
<i>Artículo 12.2</i>	Se alienta a cada Estado parte a que lleve registros de las armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, que tengan como destino final su territorio o sean objeto de una autorización de tránsito o transbordo a través de él .	Se alienta a cada Estado parte a que lleve registros de las armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, que sean transferidas a su territorio como destino final o sean objeto de una autorización de tránsito o transbordo a través de territorio bajo su jurisdicción .

<i>Artículo 13.1</i>	En el plazo de un año desde la entrada en vigor del presente Tratado de conformidad con el artículo 22, cada Estado parte presentará a la Secretaría un informe inicial sobre las medidas...	Cada Estado parte presentará, en el plazo de un año desde que el presente Tratado entre en vigor para ese Estado parte de conformidad con el artículo 22, un informe inicial dirigido a la Secretaría sobre las medidas...
<i>Artículo 14</i>	Artículo 14 Cumplimiento Cada Estado parte tomará las medidas apropiadas para hacer cumplir las leyes y reglamentos nacionales de aplicación de las disposiciones del presente Tratado.	Artículo 14 Ejecución Cada Estado parte tomará las medidas apropiadas para hacer cumplir las leyes y reglamentos nacionales de ejecución de las disposiciones del presente Tratado.
<i>Artículo 15.2</i>	Se alienta a los Estados partes a que faciliten la cooperación internacional, en particular intercambiando información sobre cuestiones de interés mutuo relacionadas con la aplicación y el funcionamiento del presente Tratado...	Se alienta a los Estados partes a que faciliten la cooperación internacional, en particular intercambiando información sobre cuestiones de interés mutuo relacionadas con la puesta en práctica y la aplicación del presente Tratado...
<i>Artículo 15.5</i>	Los Estados partes se prestarán, cuando así lo hayan acordado y de conformidad con sus leyes nacionales, la más amplia asistencia en las investigaciones, procesos y actuaciones judiciales referentes a violaciones de las medidas nacionales adoptadas con arreglo al presente Tratado.	Los Estados partes se prestarán, de común acuerdo y de conformidad con sus leyes nacionales, la más amplia asistencia en las investigaciones, enjuiciamientos y procedimientos judiciales referentes a violaciones de las medidas nacionales adoptadas con arreglo al presente Tratado.
<i>Artículo 17.3</i>	La Conferencia de los Estados Partes aprobará su reglamentación financiera y la de los órganos subsidiarios que establezca, así como las disposiciones financieras que regirán el funcionamiento de la Secretaría...	La Conferencia de los Estados Partes aprobará su reglamentación financiera y la que rija la financiación de los órganos subsidiarios que establezca, así como las disposiciones financieras que regirán el funcionamiento de la Secretaría.
<i>Artículo 17.4</i>	La Conferencia de los Estados Partes: a) Examinará la aplicación del presente Tratado, incluidas las novedades en el ámbito de las armas convencionales;	La Conferencia de los Estados Partes: a) Examinará la aplicación del presente Tratado, incluidos los desarrollos en el ámbito de las armas convencionales;
<i>Artículo 20.3</i>	... la enmienda podrá ser aprobada , en última instancia, por una mayoría de tres cuartos de los Estados partes...	... la enmienda será aprobada , en última instancia, por una mayoría de tres cuartos de los Estados partes...

<p><i>Artículo 24</i></p>	<p>Duración y retirada [...] 2. Cualquier Estado parte podrá retirarse del presente Tratado en ejercicio de su soberanía nacional. Para ello, deberá notificar dicha retirada al Depositario, quien lo comunicará a todos los demás Estados partes. La notificación de la retirada podrá incluir una explicación de los motivos que la justifican. La retirada surtirá efecto noventa días después de la fecha en que el Depositario reciba la notificación de la retirada, a menos que en ella se indique una fecha posterior. 3. La retirada no eximirá...</p>	<p>Duración y retiro [...] 2. Cualquier Estado parte podrá retirarse del presente Tratado en ejercicio de su soberanía nacional. Para ello, deberá notificar dicho retiro al Depositario, quien lo comunicará a todos los demás Estados partes. La notificación del retiro podrá incluir una explicación de los motivos que la justifican. El retiro surtirá efecto noventa días después de la fecha en que el Depositario reciba la notificación del retiro, a menos que en ella se indique una fecha posterior. 3. El retiro no eximirá...</p>
<p><i>Article 26.2</i></p>	<p>El presente Tratado no podrá invocarse como argumento para anular acuerdos de cooperación en materia de defensa concluidos por Estados partes en él.</p>	<p>El presente Tratado no podrá invocarse como argumento para anular acuerdos de cooperación en materia de defensa concluidos entre Estados partes en él.</p>